

MARCHÉ DE FOURNITURES
Marché à procédure adaptée – appel d'offre ouvert
PROCÉDURE N° CSAG_02_2025

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

REMISE DES OFFRES
DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES
Lundi 30 juin 2025 à 07 h 30 (heure métropole)
Lundi 30 juin 2025 à 16h30 (heure Nouvelle-Calédonie)

(accusée de réception faisant foi)

Pour cette consultation les dépôts se feront par voie électronique sur PLACE, à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ACQUISITION D'UN VÉHICULE DE TYPE DÉPANNÉUSE POUR LE
COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE POUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Sommaire

Commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie

Bureau des soutiens et des finances

360 rue Jacques Iekawe

Caserne Bailly

BP R3 – 98851 Nouméa Cedex

bsf.comgendnc@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 1 – PERSONNE PUBLIQUE.....	3
1.1 Pouvoir adjudicateur.....	3
1.2 Comptable assignataire des paiements.....	3
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES.....	3
2.1 Objet du marché.....	3
2.2 Type de procédure.....	3
2.3 Lieu de livraison du véhicule.....	3
2.4 Correspondants administratifs et techniques.....	3
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
3.1 Allotissement.....	3
3.2 Délai de validité des offres.....	3
3.3 Options.....	4
3.4 Variantes.....	4
ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	4
4.1 Modalités de retrait du dossier.....	4
4.2 Contenu du dossier de consultation.....	4
4.3 Modification du dossier de consultation.....	4
4.4 Questions des entreprises.....	4
ARTICLE 5 – COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES OFFRES.....	4
5.1 Dossier de candidature.....	4
5.2 L’offre.....	5
ARTICLE 6 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	5
6.1 Remise des offres.....	5
6.3 Copie de Sauvegarde.....	5
6.4 Interdiction de soumissionner.....	6
ARTICLE 7 – OUVERTURE DES PLIS ET ANALYSE DES OFFRES.....	6
7.1 Critères d’attribution des offres.....	6
8.2 Méthode de notation des offres.....	6
ARTICLE 8 – NÉGOCIATIONS.....	6
ARTICLE 9 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	6

1 – PERSONNE PUBLIQUE

1.1 Pouvoir adjudicateur

Le général de division Nicolas MATTHÉOS
Commandant la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie
Caserne Meunier – Rue Frédéric Surleau
BP R3 – 98851 NOUMÉA CEDEX

1.2 Comptable assignataire des paiements

Direction des finances publiques de la Nouvelle-Calédonie
Immeuble Waruna – Bâtiment n°1
4, rue Paul Montchovet
BP E4 – 98800 Nouméa Cedex
Courriel : dfip@dgfip.finances.gouv.fr

2 – CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

2.1 Objet du marché

La présente consultation porte sur l'acquisition d'un véhicule de type dépanneuse destiné au remorquage des véhicules pour les besoins opérationnels du commandement de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie.

Les véhicules électriques sont formellement exclus de la présente consultation, en raison des spécificités techniques et des conditions d'utilisation des véhicules sur le terrain en Nouvelle-Calédonie.

Les clauses de ce marché sont régies par le Cahier des Clauses Administratives Générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la consultation, soit l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2 Type de procédure

Il s'agit d'un marché simple, de fournitures – catégorie « véhicules », passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles R.2113-4 à R.2113-6, L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.3 Lieu de livraison du véhicule

Le véhicule sera livré au centre de soutien automobile gendarmerie de Nouméa sis Caserne Bailly, 360 rue Jacques Iékawé.

2.4 Correspondants administratifs et techniques

Le seul service habilité à communiquer des renseignements administratifs et techniques est la section budget administration.

Caserne Bailly
360, rue Jacques Iékawé – BP R3
98851 NOUMÉA CEDEX
Tél : 29.56.45 ou 29.56.22
Courriel : sba.bsf.comgendnc@gendarmerie.interieur.gouv.fr

La plateforme PLACE sera utilisée prioritairement pour les échanges comme indiqué au paragraphe 4.4.

3 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1 Allotissement

La présente consultation portant sur un seul et unique bien, le marché n'est pas alloti.

3.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date de remise des offres indiquée sur la première page du présent règlement de la consultation.

À l'échéance de ce délai, le RPA pourra demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation, notifiée par écrit, au RPA, les soumissionnaires seront engagés quant au

maintien de leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai. Si aucune décision n'était notifiée aux soumissionnaires avant son expiration, ces derniers seraient déliés de leur engagement.

3.3 Options

La présente consultation ne comporte aucune option.

3.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation. Les candidats doivent répondre strictement aux exigences et aux spécifications techniques indiquées dans le CCP.

4 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

4.1 Modalités de retrait du dossier

Le Dossier de Consultation des Entreprises peut être téléchargé sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) disponible sous le lien suivant : www.marches-publics.gouv.fr

4.2 Contenu du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises mis à disposition des candidats comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation (RC), qui précise les règles et conditions de la consultation ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), qui détaille les obligations contractuelles du titulaire et les spécifications techniques ;
- La lettre de candidature (DC1) et la déclaration du candidat individuel (DC2) ;
- L'acte d'engagement (ATTR1), qui formalise l'engagement contractuel du candidat ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DGPF).

4.3 Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard huit jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié et ne pourront formuler aucune réclamation à ce sujet.

4.4 Questions des entreprises

Pour toutes questions ou renseignements, les candidats sont invités à adresser une demande écrite au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Afin d'assurer la traçabilité des échanges, les demandes seront rédigées en français sur PLACE.

Les questions doivent être précises et ne peuvent faire référence qu'au contexte et périmètre du présent marché.

Chaque question sera référencée dans le document « questions-réponses » avec les éléments de réponses apportés. Ce document sera créée à la première question et sera disponible en libre accès dans le dossier de consultation sur PLACE.

5 – COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES OFFRES

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés dans une langue étrangère sont acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (français ou du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse sont indiqués.

Tout dossier non conforme aux conditions exposées ci-dessous est susceptible d'être écarté.

5.1 Dossier de candidature

Le dossier de candidature comportera les pièces suivantes complétées, datées et signées par la personne habilitée.

Un candidat qui fait une fausse déclaration encourt les peines prévues par l'article 441-1 du code pénal pour faux ou usage de faux.

- Lettre de candidature (formulaire DC1) ;
- Déclaration mentionnant les capacités techniques, financières et professionnelles du candidat, notamment le chiffre d'affaires hors taxe des trois dernières années (formulaire DC2) ;
- Extrait Kbis ou équivalent datant de moins de 3 mois.

Si le pouvoir adjudicateur constate, avant l'examen des candidatures, que des pièces de cette liste sont manquantes ou incomplètes, il se réserve le droit de demander à l'ensemble des candidats de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous et ne pouvant pas excéder 6 jours. Les candidats dont le dossier est complet seront également autorisés à apporter des précisions à leur dossier dans le même délai.

5.2 L'offre

L'offre déposée par l'entreprise comprend les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par la personne habilitée ;
- le DGPF ;
- Un dossier technique présentant :
 - l'entreprise et son organisation interne ;
 - les caractéristiques techniques de l'offre conformément au CCP.
- Le nom et les coordonnées du correspondant de l'entreprise candidate en relation avec la gendarmerie.

6 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

6.1 Remise des offres

Les offres sont à déposer par voie électronique sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE). Un guide d'utilisateur téléchargeable y est disponible pour les candidats :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Après le dépôt du pli sous la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt a été réalisée avec succès. Il reçoit également un accusé de réception par courrier électronique.

L'absence de réception de ces confirmations signifie que le pli n'est pas parvenu à l'acheteur et que la procédure de dépôt doit être recommencée. Il est néanmoins recommandé de vérifier que les messages envoyés par la plateforme ne sont pas classés dans les courriels indésirables.

Le pli comportera deux dossiers distincts :

- Le premier avec la mention « candidature – nom du candidat » ;
- Le second avec la mention « offre – nom du candidat ».

La DPGF doit être déposée au format PDF et modifiable.

6.3 Copie de Sauvegarde

Le titulaire est autorisé à déposer une copie de sauvegarde de son dossier (candidature et offre).

Cette copie de sauvegarde doit être strictement identique au pli déposé sur PLACE et sera utilisé en cas de défaillance technique.

Elle peut être remise sur clé USB ou au format papier sous pli cacheté avec la mention :

COPIE DE SAUVEGARDE – NOM DE LA SOCIÉTÉ
« NE PAS OUVRIR » - PROCÉDURE N° CSAG_02_2025

Elle doit être déposée avant la date limite de remise des plis contre récépissé à l'adresse suivante :

Section Budget Administration

Caserne Bailly

360, rue Jacques Iékawé – BP R3

98851 NOUMÉA CEDEX

du lundi au vendredi de 8h à 11h et de 14h à 16h30.

6.4 Interdiction de soumissionner

Sont exclues de la procédure de passation de marché les personnes visées à l'article L2141-1 du Code de la commande publique.

7 – OUVERTURE DES PLIS ET ANALYSE DES OFFRES

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

Conformément aux articles L2152-1 à L2152-4, les offres pouvant être qualifiées d'irrégulières, d'inacceptables ou d'inappropriées seront écartées par le pouvoir adjudicateur.

7.1 Critères d'attribution des offres

Critère 1 : PRIX (XPF HT) – 60 points

Critère 2 : DÉLAI DE LIVRAISON – 40 points

8.2 Méthode de notation des offres

Le système de notation décrit ci-dessous est retenu pour l'analyse des offres.

- CRITÈRE N°1 – PRIX

Note de l'offre analysée = $\frac{\text{prix de l'offre la plus basse}}{\text{prix de l'offre analysée}} \times 60$

- CRITÈRE N°2 – DÉLAI DE LIVRAISON

Note de l'offre analysée = $\frac{\text{délai de livraison le plus bas (en jours)}}{\text{délai proposé dans l'offre analysée (en jours)}} \times 40$

Le classement des offres sera effectué en tenant compte de la combinaison de ces critères (N1+N2+N3).

En cas d'égalité, le responsable du pouvoir adjudicateur retiendra l'offre qui aura obtenu la meilleure note au critère n°1.

8 – NÉGOCIATIONS

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'ouvrir des négociations avec les candidats ayant remis les offres les plus intéressantes sur le plan technique et financier. Ces négociations pourront porter sur les prix, les délais, ou tout autre aspect de l'offre, à l'exclusion des éléments non négociables définis dans le CCP.

9 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères définis à l'article 7. La décision d'attribution sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, ou par voie dématérialisée, au candidat retenu.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour des raisons d'intérêt général.

10 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pendant l'élaboration de l'offre, le candidat aura la possibilité de signaler toutes erreurs ou anomalies susceptibles d'être relevées dans le dossier de consultation. La correction de ces erreurs ou anomalies sera effectuée dans les meilleurs délais par l'administration et adressée à tous les candidats.

La personne responsable du marché se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter leur offre. Cette demande ne remettra pas en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat indique une adresse e-mail valide afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, rectifications).

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, le candidat devra vérifier que l'adresse mail du service (sba.bsf.comgendnc@gendarmerie.interieur.gouv.fr) est accessible ou mise sur la liste blanche pour éviter d'être traitée comme spam.

Aucune réponse ne sera donnée par téléphone .

Toutes les modalités pratiques seront effectuées dans le strict respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.